

**Unité Départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet I
Entrée Asturies - Bâtiment A
12 Avenue de Paris
62400 BETHUNE**

Béthune, le **23 JUIN 2022**

Tél. : 03 21 63 69 00

ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

Visite d'inspection du 07 juin 2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NEXANS FRANCE - Atelier Coulée

Boulevard du Marais
BP 29
62300 LENS

Références : MD/MM EQUIPE 4-164-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07 juin 2022 dans l'établissement NEXANS FRANCE - Atelier Coulée implanté Boulevard du Marais BP 29 à LENS (62300). L'inspection a été annoncée le 07 avril 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le plan d'actions mis en oeuvre suite à RSDE (Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau) relatif à la réduction des émissions en Cuivre et Zinc dans les rejets aqueux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXANS FRANCE - Atelier coulée
- Boulevard du Marais BP 29 62300 LENS
- Code AIOT dans GUN : 0007000535
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société NEXANS FRANCE est implantée sur les territoires des communes de LENS, NOYELLES-SOUS-LENS et SALLAUMINES, situées au Nord-Est de l'agglomération lensoise.

Cette société est issue de la fusion de l'établissement NEXANS COPPER FRANCE (anciennement Lensoise du Cuivre) avec le site voisin, l'établissement NEXANS FRANCE (Tréfilerie de câbles). Elle est spécialisée dans la production de câbles de cuivre.

Le site de LENS effectue sa production à partir de plaques de cuivre de grande pureté (cathodes) fondues dans le four de fusion (four ASARCO). Le principe de production est à coulée continue. Une roue de coulée assure le passage de l'état liquide à l'état solide (après refroidissement par eau).

La production du câble est poursuivie par le laminage qui assure la réduction de diamètre et la transformation de la barre de cuivre en un câble d'environ un centimètre de diamètre, puis par un traitement chimique du fil dans une solution d'alcool isopropylique qui précède le conditionnement du câble sous forme de spirales de 1 à 1,5 mètre de diamètre et de hauteur.

Le cuivre subit ensuite des opérations de tréfilage (réduction du diamètre du fil), de tordonnage (ensemble de fils parallèles à qui on fait subir une torsion) pour être câblé.

Le site est réglementé par les Arrêtés Préfectoraux d'Autorisation des 15 mars 2007, 08 février 2006 et 12 juillet 2019 actant le classement IED du site.

Le site est soumis à Autorisation pour les rubriques suivantes :

- 2552 : Fonderie de métaux et alliages non-ferreux,
- 3250-b : Transformation de métaux non-ferreux,
- 2564-A : Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des solvants organiques,
- 4719 : Acétylène.

Un dossier de modification relatif à la fusion des deux sites est en cours d'instruction.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets aqueux / RSDE

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des Installations Classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des Installations Classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des Installations Classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avari(ent) été donnée(s)	Autre information
Rejets aqueux Cuivre et Zinc	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12 juillet 2019 Article 11	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'action RSDE a mis en évidence des rejets aqueux non-conformes sur les paramètres Zinc et Cuivre. Le plan d'actions a permis de:

- réduire de manière importante les rejets en Zinc des installations ;
- révéler l'inefficacité des premières actions visant la réduction du Cuivre.

L'exploitant continue les actions conformément à ses engagements malgré un retard lié à la période de crise sanitaire.

Le choix du traitement définitif est envisagé pour la fin de l'année à l'issue des derniers essais, avec une mise en oeuvre au cours des années 2023/2024 en fonction des investissements et des travaux nécessaires.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Rejets aqueux Cuivre et Zinc

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 12 juillet 2019 Article 11

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux superficielles

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après traitement si nécessaire, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies.

Rejets au Canal de LENS

Cuivre et ses composés: 0,5 mg/l et 0,7 kg/j

Zinc: 1 mg/j et 0,5 kg/j

Constats :

Les installations de NEXANS à LENS ont fait l'objet d'un Arrêté Préfectoral Complémentaire du 14 novembre 2016 disposant la proposition d'un plan d'action de réduction des émissions de cuivre et de zinc dans les rejets au milieu.

L'Arrêté Préfectoral Complémentaire du 17 juillet 2019 dispose les valeurs limite applicables aux installations dans le cadre du réexamen IED.

Dès 2016, la société NEXANS engage des actions visant à déterminer la source d'émission de ces polluants.

Concernant le Zinc :

Un produit de traitement des tours aéroréfrigérantes a été défini comme source d'émission. Suite à la substitution de ce produit en 2019, les résultats de mesure de concentration et flux en zinc sont aujourd'hui conformes :

- Année 2021 : moyenne 0,2 mg/l et pas de dépassements ;
- Année 2022 : pas de dépassements ;
- Contrôle inopiné du 4 mai 2022 : 0,26 mg/l conforme.

Concernant le Cuivre :

Le refroidissement de la roue de coulée via la tour aéroréfrigérante est défini comme source principale d'émission de cuivre au point de rejet E (évalué à 90 % de la contribution). L'apport de cuivre s'explique par le refroidissement en contact direct lié au process de fabrication. La réduction à la source n'est pas envisageable (changement complet du process de fabrication nécessaire). En conséquence, l'exploitant envisage les traitements suivants :

- filtration ;
- évapo-concentration ;
- station d'épuration physico-chimique.

Des essais de filtration ont été réalisés en 2017 et 2019 :

- filtration par « chaussettes » ;
- filtration 0,35 micron ;
- filtration 1 micron ;
- filtration 5 microns ;
- filtration par « sable ».

Les essais de filtration se sont révélés inefficaces : colmatage rapide, beaucoup de consommables (filtres), efficacité insuffisante, etc.

Le traitement par filtration a été abandonné en 2019.

Dès la fin de l'année 2019, l'exploitant s'est attaché aux services de différents prestataires pour évaluer les solutions envisagées. Suite aux différentes études et aux échanges avec l'exploitant, les prestataires préconisent la mise en place d'une station de traitement physico-chimique. Toutefois, compte-tenu de la présence d'un évapo-concentrateur sur le site destiné au traitement ponctuel des huiles, un prestataire propose de réaliser des essais afin de déterminer la faisabilité et l'efficacité de la technique pour traiter les eaux de rejets. Les essais doivent être réalisés sur une période de trois semaines et sont prévus au mois de juillet 2022. En cas d'indisponibilité, ils seront réalisés dès le mois de septembre (arrêt annuel des installations au mois d'août). Les conclusions des essais sont attendues pour le mois d'octobre ou novembre.

A l'issue des essais :

- si la technique est jugée efficace, des modifications de l'évapo-concentrateur seront nécessaires pour traiter la quantité d'eau rejetée (redimensionnement, tamponnement des eaux de process, etc.) ;

➤ si la technique se révèle inefficace, la mise en place d'une station de traitement s'imposera.

Par ailleurs, le rejet F présente également des dépassements récurrents sur le paramètre Cuivre. Il s'agit d'un rejet d'eaux exclusivement pluviales issues de la partie Ouest du site (stockage des cathodes cuivre). Compte-tenu que les eaux ne sont pas tamponnées et qu'elles subissent un traitement uniquement par débourbeur-déshuileur, l'exploitant envisage le raccordement au bassin « Coulée » (rejet E). Cette proposition présente l'avantage de permettre le tamponnement des eaux pluviales, et le traitement de celles-ci au même titre que les eaux de process. L'Inspection confirme que compte-tenu de la situation du site et des problématiques rencontrées, cette solution est envisageable.

Enfin, la fusion des deux sites « Coulée » et « Tréfilerie » a mis en évidence une insuffisance de rétention des eaux incendie du site « Coulée ». Compte-tenu qu'il s'agit aujourd'hui d'un unique site, l'exploitant envisage le raccordement des bassins « Coulée » et « Tréfilerie ». Cette proposition permet d'assurer un volume de rétention suffisant en cas d'incendie. Si le raccordement des bassins est retenu, l'exploitant envisage un unique point de rejet (point E). L'Inspection confirme que le raccordement des bassins est envisageable avec un unique point de rejet sous réserve de la démonstration de l'absence de dilution des polluants (différence des volumes recueillis dans les bassins, traitement amont, etc.).

Parallèlement à la recherche de solution de traitement des rejets, l'exploitant étudie la possibilité de réutiliser toute ou partie des eaux dans le cadre de la réduction de pression sur la ressource et de la lutte contre la sécheresse. A ce titre, l'exploitant a prévu de prendre contact rapidement avec l'Agence de l'Eau.

Observations : /

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet